

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Groupe Front de Gauche
Le Président**

Monsieur Michel VAUZELLE
Président du Conseil Régional Provence-
Alpes-Côte d'Azur

Affaire suivie par Audrey Garino
Ref : GP/AG 14-014

Marseille, le 19 septembre 2014

Monsieur le Président,

Comme notre groupe, vous avez rencontré l'intersyndicale des salariés de Nice-Matin le 18 septembre dernier.

Ces membres vous ont exposé les risques imminents d'une casse sociale d'une ampleur considérable pour notre région.

En effet, 1 106 personnes sont directement salariées de cette entreprise auxquelles il faut rajouter les employés des filiales, ce qui porte le total à près de 1 500 personnes dans notre région.

Le maintien de l'emploi n'est pas ce qui intéresse les repreneurs qui visent les actifs immobiliers du groupe et, peut-être également, l'utilisation du titre du journal qui est pour beaucoup d'habitants de notre région, du Var et des Alpes-Maritimes mais aussi de la Corse, leur seul lien avec l'information et le monde qui les entoure.

Les salariés se sont engagés dans la création d'une SCOP ce qui permettrait de garder ce lien et de faire vivre le pluralisme de la presse sur notre territoire par une reprise du journal privilégiant les femmes et les hommes qui y travaillent.

Le plan social envisagé serait d'une toute autre envergure avec les autres repreneurs.

C'est pour ces raisons que nous vous sollicitons afin que le Conseil régional réponde favorablement à la demande de l'intersyndicale.

Nous considérons que le Conseil Régional doit participer au lancement de la SCOP et au sauvetage du journal, soit par des titres participatifs soit par un prêt participatif à hauteur de 3 millions d'euros.

Par notre volontarisme sur ce dossier, nous inciterions en outre les autres collectivités concernées à s'engager ce qui permettrait le bouclage des 8 millions d'euros nécessaires à la concrétisation de ce projet.

Ce montant, s'il est conséquent, n'est pour autant pas excessif, eu égard aux enjeux en matière d'emploi.

Notre collectivité s'était engagée à apporter des financements pour le stade de Nice à hauteur de 7 millions d'euros et cela n'a pas été fait, ce dont nous nous félicitons tant cet investissement relevait pour le groupe Front de Gauche de la gabegie financière.

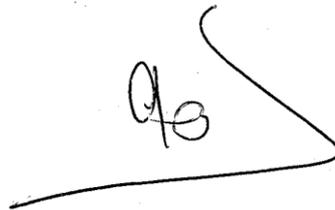
Cet exemple, mais il n'est pas le seul, prouve s'il en était besoin que les moyens financiers existent et nous considérons qu'ils doivent être utilisés pour des opérations d'intérêt général, comme c'est le cas sur ce dossier.

Vous le savez, il faut agir rapidement et nous vous demandons d'envoyer dans les plus brefs délais une lettre d'intervention au Tribunal de commerce et aux salariés afin de confirmer notre apport que nous pourrions voter à la séance plénière du mois d'octobre.

Nous sommes évidemment à votre disposition pour travailler à l'élaboration du dossier de subvention quelque que soit la forme choisie.

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma sincère considération.

Gérard PIEL
Conseiller régional PACA

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' and 'P' followed by a long horizontal line that curves upwards at the end.